



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE

**Prestations d'Adressage, de Mise sous pli et de
Colisage de documents électoraux lors d'élection,
pour le compte des services de l'Etat en
région Occitanie**

REFERENCE :

2025PFRAOCC007

**CPV : 79570000 – Services d'établissement de listes d'adresses et services d'envoi
79921000 – Services de conditionnement**



Table des matières

ARTICLE 1. Les parties	4
ARTICLE 2. Dispositions générales	4
2.1 Objet de l'accord-cadre	4
2.2 Forme et procédure de passation de l'accord-cadre	4
ARTICLE 3. Durée de l'accord-cadre	6
ARTICLE 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre	6
ARTICLE 5. Clause de réexamen	6
ARTICLE 6. Prestations similaires	6
ARTICLE 7. Modalités générales d'exécution de la prestation	7
7.1 Environnement d'exécution de la prestation	7
7.2 Délais et sursis d'exécution	7
ARTICLE 8. Modalités particulière d'exécution de la prestation	8
8.1 Bon de commande	8
8.2 Modalités et délai d'exécution de la prestation	8
8.3 Arrêt d'exécution d'un bon de commande	8
ARTICLE 9. Vérifications – Décisions de l'administration	9
9.1 Généralités	9
9.2 Décisions	9
9.3 Modalités de vérification applicables aux livrables	9
ARTICLE 10. Achats Responsables	10
10.1 Clause sociale	10
10.2 Clause environnementale	14
ARTICLE 11. Le prix	16
11.1 Contenu du prix	16
11.2 Forme du prix	17
11.3 Date d'établissement du prix initial	17
11.4 Révision du prix	17
11.5 Echéance de révision	18
11.6 La clause butoir	18
11.7 La clause de sauvegarde	18
Article 12 Rabais et offres promotionnelles	18
Article 13 Primes	18
ARTICLE 14. Rythme et modalités de paiement	19
14.1 Avances	19
14.2 Acomptes	19
14.3 Modalités de paiement	20
14.4 Contenu de la facture	20
14.5 Mode de transmission des factures par le Titulaire	21
14.6 Délai de paiement	22

14.7 Cession ou nantissement des créances	22
ARTICLE 15. Pilotage et suivi	22
ARTICLE 16. Engagement et Obligations des parties	23
16.1 Engagements et obligation du titulaire	23
16.2 Engagement de l'administration	23
16.3 Obligation de conseil	23
16.4 Obligation de confidentialité	24
16.5 Mesure de sécurité	24
16.6 Responsabilité du Titulaire	24
ARTICLE 17. Modalités de conservation et de diffusion de l'acte d'engagement, du CCAP, du CCTP et du traitement des données à caractère personnel	24
ARTICLE 18. Pénalités	25
18.1 Généralités	25
18.2 Pénalités pour retard d'exécution	26
18.3 Réfaction pour non-conformité de l'adressage et des plis au moment du contrôle de la préfecture	27
18.4 Pénalités et cessation des relations contractuelles	28
18.5 Pénalités et indemnités	28
18.6 Montants des pénalités	28
ARTICLE 19. Dispositions diverses	28
19.1 Langue	28
19.2 Secret des affaires	29
19.3 Assurance et responsabilité	29
ARTICLE 20. Force majeure	29
ARTICLE 21. Sanction pécuniaire pour non-respect de la politique de sécurité des système d'informations du ministère de l'intérieur	30
ARTICLE 22. Dispositif de vigilance	30
ARTICLE 23. Résiliation	31
23.1 Cas de résiliation	31
23.2 Décompte de résiliation	31
23.3 Montant provisionnel	31
23.4 Exécution aux frais et risques	32
ARTICLE 24. Indemnisation	32
ARTICLE 25. Différends et litiges	32
ARTICLE 26. Dérogation au CCAG	33

ARTICLE 1. Les parties

Les services de l'Etat et les opérateurs publics, en région Occitanie, se sont coordonnés en groupement de commande en application des articles L.2113-1 et L.2113-6 et suivants du code de la commande publique pour la passation du présent accord-cadre.

Le **Pouvoir Adjudicateur de l'accord-cadre** est le Préfet de la région Occitanie, selon les dispositions des articles L.1211-1 du code de la commande publique. Il représente les services de l'Etat qui ont adhéré au groupement de commande. Il est chargé de coordonner, pour le compte du groupement, la passation de l'accord-cadre, de le signer et de le notifier. Il s'assure de sa bonne exécution. Il peut également signer et notifier les avenants et plus largement tout acte relatif à cet accord-cadre.

Le **Représentant du Pouvoir Adjudicateur** de l'accord-cadre est le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la région Occitanie. Il est désigné dans la suite de ce document par « *Acheteur* ». En application des articles L.2113-6 et suivants susvisés, il est chargé, entre autres, de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'Etat concernés. D'une manière générale, l'acheteur représente l'Administration, désigné comme tel.

La **Plateforme Régionale des Achats Occitanie**, désignée dans la suite de ce document par « *PFRA* » est le service au sein de la Préfecture de Région qui, par délégation, est chargée de la coordination des besoins, de la passation, de la consultation et du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les **services bénéficiaires – Préfectures de département** sont les services de l'Etat adhérents au groupement de commande. Ils procèdent, pour ce qui les concerne et le cas échéant, à la signature et la notification des bons de commande, à la vérification du service fait et au paiement des factures sur leurs crédits propres. Ils sont les acheteurs des bons de commande qu'ils sont amenés à passer et en suivent l'exécution.

Le **responsable de site** est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les préfectures sur chacun des sites. Il est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Le **titulaire de l'accord-cadre** est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé de l'exécution des prestations. En cas d'allotissement, chaque titulaire d'un lot se verra confier l'ensemble des prestations de ce lot. Le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès de la PFRA.

ARTICLE 2. Dispositions générales

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'adressage et la mise sous pli de documents de propagande à destination des électeurs et le colisage des bulletins de vote à destination des mairies, pour toute élection générale, partielle, référendum national ou consultation nationale ou locale.

Ces prestations sont décrites dans le CCTP.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objets des bons de commande produit, conformément à ses engagements contractuels.

2.2 Forme et procédure de passation de l'accord-cadre

a) La procédure de consultations

La procédure de passation du présent accord-cadre est celle de l'appel d'offre ouvert telle qu'elle est décrite aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

b) La nature de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire en application de l'article R.2162-9 du code de la commande publique

c) La forme de l'accord-cadre

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, le présent accord-cadre s'exécutera directement par bons de commande.

Chaque lot du présent accord-cadre est mono-attributaire.

d) Allotissement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloté conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du code susvisé. Cette prestation fait l'objet d'un allotissement à option. Chaque préfecture se réserve le droit de choisir la prestation à laquelle elle souhaite souscrire. La préfecture choisit de recourir soit à :

➤ l'adressage simple

ou

➤ l'adressage et la mise sous pli

et/ou

➤ le colisage

Chacune de ces prestations fera l'objet d'un tarif distinct.

La décision de la préfecture sera communiquée au titulaire, conformément au délai fixé Partie V article 2 du CCTP.

L'allotissement se divise en lots géographique dont les numéros correspondant sont les suivants :

ADRESSAGE <u>ET/OU</u> MISE SOUS PLI <u>ET/OU</u> COLISAGE		
Lots	Intitulé + départements	Montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre*
Lot 1	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour le département de la Haute-Garonne (31)	6 200 000€
Lot 2	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour le département de l'Hérault (34)	5 200 000€
Lot 3	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour les départements de l'Ariège (09) et de l'Aude (11)	2 470 000€
Lot 4	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour le département des Pyrénées-Orientales (66)	2 320 000€
Lot 5	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour les départements du Gers (32) et des Hautes-Pyrénées (65)	1 850 000€
Lot 6	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour les départements du Gard (30) et de la Lozère (48)	3 800 000€
Lot 7	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour les départements de l'Aveyron (12) et du Tarn (81)	3 110 000€
Lot 8	Adressage <u>ou</u> adressage et mise sous pli <u>et/ou</u> colisage pour les départements du Lot (46) et du Tarn-et-Garonne (82)	2 050 000€

***Le volumes maximum sont donnés à titre indicatifs et ne sauraient engager l'administration. Le montant de la prestation est établi sur la base de mission complète « adressage / mise sous pli / colisage ». Le montant maximum intègre plusieurs élections supplémentaires et tient compte des aléas pouvant intervenir en cours d'exécution tels que les révisions du prix...**

Le montant maximum de l'accord-cadre

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec seulement, un montant maximum en valeur: **27 000 000 euros** hors taxes sur toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification. Il est reconductible deux (2) fois par période d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

En cas de non reconduction, l'acheteur notifiera sa décision au titulaire au plus tard deux mois avant l'échéance du marché, par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception.

Sans préjudice de l'article R.2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites dans ce présent CCAP.

ARTICLE 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

En application de l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes;
- b) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes;
- c) Le cahier des clauses techniques (CCTP) et ses annexes;
- d) Le cahier des clauses administratives générale applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site internet suivant :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>;
- e) L'offre technique du titulaire ;
- f) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

Les modifications unilatérales suivantes seront appliquées par la voie d'un ordre de service ou d'un certificat administratif à l'accord-cadre:

- Changement de dénomination sociale, adresse, SIRET, RIB...
- Fusion, absorption du titulaire....

Toute(s) autre(s) modification(s) au présent accord-cadre fera l'objet d'un avenant, il sera conclu par la PFRA.

ARTICLE 6. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, pourra être passé avec le titulaire de l'accord-cadre pour des prestations similaires à celles du marché initial.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par la PFRA avec le titulaire de l'accord.

ARTICLE 7. Modalités générales d'exécution de la prestation

7.1 Environnement d'exécution de la prestation

a) Communication entre les parties

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

L'administration peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

b) Décompte des délais

Il est fait application au présent accord-cadre des modalités de computation des délais d'exécution de la prestation visée à l'article 3.2 du CCAG-FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Il s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

c) Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

d) Cotraitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

7.2 Délais et sursis d'exécution

a) Délais d'exécution des prestations

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution de la prestation sont fixés, sauf exception, dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Ces délais expirent à la date de la présentation de la prestation à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

b) Prolongation des délais d'exécution des prestations

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par l'administration dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

c) Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé par l'administration dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8. Modalités particulière d'exécution de la prestation

8.1 Bon de commande

Avant chaque élection, la préfecture transmet au titulaire un bon de commande.

Les bons de commande sont établis par chaque service bénéficiaire et transmis au titulaire. Ils comportent notamment les données de référence suivantes :

- Les références de l'accord-cadre ;
- Le lot concerné de l'accord-cadre ;
- La désignation de la ou des prestation(s) concernée(s) ;
- Les phases et le détail de la ou des prestations (tâches à effectuer, et livrables attendus notamment) ;
- Les quantités si une précision s'impose ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution ;
- Le numéro de marché et /ou le numéro d'engagement juridique ;
- Toute autre information utile à la commande.

La notification des bons de commande donne lieu à un envoi dématérialisé. Le titulaire doit accuser réception du bon de commande par tout moyen permettant de conférer une date certaine à sa réception. Les bons de commande sont renseignés, datés, signés et notifiés au titulaire par l'administration.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

8.2 Modalités et délai d'exécution de la prestation

La prestation s'exécute dans les conditions et délais définie dans le CCTP et son annexe 9 intitulé « découpe des prestations et des livrables ».

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article 18 du présent CCAP.

8.3 Arrêt d'exécution d'un bon de commande

L'Acheteur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande.

Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de deux semaines calendaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités fixées à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9. Vérifications – Décisions de l'administration

9.1 Généralités

Les opérations de vérification et les décisions de l'administration s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous et en tant que de besoin sont précisées dans le bon de commande. Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification sont effectuées par les préfectures destinataires.

Elles ont pour but de constater que les prestations exécutées sont conformes aux obligations imposées au titulaire. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification ne se déroulent pas en présence du titulaire.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'administration.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre à l'administration de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et à réaliser les prestations définies dans l'accord-cadre conformément aux dispositions contractuelles.

9.2 Décisions

A l'issue des opérations de vérification, l'administration prend une décision :

- d'admission lorsque les prestations répondent aux stipulations de l'accord-cadre ;
- d'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'administration les prestations mises au point ;
- de réfaction lorsque la prestation, sans être entièrement conforme aux stipulations de l'accord-cadre, peut être reçue en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet de la prestation lorsque la prestation n'est pas conforme aux stipulations de l'accord-cadre et ne peut être reçue en l'état. Le rejet peut être partiel ou total.

Par dérogation à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire n'exécute pas à nouveau la prestation en cas de rejet. Chaque pli faisant l'objet d'une décision de rejet est décompté de la facturation globale.

Les décisions après opérations de vérification ne sont jamais tacites, par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG-FCS.

9.3 Modalités de vérification applicables aux livrables

Au titre de la prestation du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'administration l'ensemble des livrables qui s'y rattachent et ce dans les délais et conditions définis dans l'annexe 9 du CCTP intitulée « découpage des prestations et des livrables ». Le contenu des livrables correspond rigoureusement aux exigences du CCTP.

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, l'administration procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ainsi qu'à la validation des livrables en respectant les délais définis dans l'annexe 9 au CCTP intitulée « découpage des prestations et des livrables ».

ARTICLE 10. Achats Responsables

10.1 Clause sociale

10.1.1 Insertion professionnelle : Préambule

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

L'acheteur s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

10.1.2 Heures d'insertion sociales :

L'acheteur prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
Lot 1 Haute-Garonne	Plan de progrès
Lot 2 Hérault	1 700 HEURES
Lot 3 Aude et Ariège	70 H / 100 000 €
Lot 4 Pyrénées-Orientales	70 H / 100 000 €
Lot 5 Gers et Hautes-Pyrénées	70 H / 100 000 €
Lot 6 Gard et Lozère	70 H / 100 000€
Lot 7 Tarn et Aveyron	70 H / 100 000€
Lot 8 Tarn-et-Garonne et Lot	70 H / 100 000 €

10.1.3 Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « *les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.* »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Par dérogation aux articles 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
 - Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. L'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé du Service Public de l'Emploi.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.

10.1.4 Coordonnées du facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,

- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

Ariège : Stéphanie BOUCHERON – METRAUD 05 61 02 09 09 (poste 0261) sboucheron@ariego.fr

Aude : Cellule Clause Sociale du Conseil Départemental de l'Aude 04 68 11 69 60 clauseinsertion@audefr

Aveyron : Dorothée SERGES 06 15 51 69 70 guichet-unique@clauses-sociales-aveyron.fr

Gard: Rachid BENLAHCENE 06 33 17 01 54 rachid@plieevenol.org

Haute Garonne : 06 17 67 43 34 csoccitanie@nova-emploi.fr

Hérault : Florence GRANDVALET 04 67 67 77 90 fgrandvalet@herault.fr

Lot : Sabine FERRARINI 05 65 53 40 27 sabine.ferrarini@lot.fr

Lozère : 04 66 49 28 52 emploiclaude@lozere.fr

Hautes-Pyrénées : 05 62 56 76 01 clausesociale65@ha-py.fr

Pyrénées Orientales : Benjamin MANEGLIA 06 01 15 44 99 benjamin@ge-rse.fr

Tarn et Garonne : David FABRE 06 89 32 31 37 david.fabre@tarnetgaronne.fr

10.1.5 Modalités de mise en œuvre :

Les modalités de réalisation de la clause sociale suivantes doivent être en priorité liées à l'objet du marché :

- ✓ **L'embauche directe** de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- ✓ **La mise à disposition** de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- ✓ **Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques** avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

10.1.6 Globalisation des heures d'insertion :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

10.1.7 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

10.1.8 : Suivi et bilan de l'action d'insertion :

A la demande de l'acheteur, la *Structure facilitatrice référente du territoire* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord de l'acheteur, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

10.1.9 : Pénalités relatives à l'insertion :

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, TIC et PI sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50 euros par nombre d'heures d'insertion non réalisées
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations	100 euros TTC par jours de retard et par document à compter de la mise en demeure.

propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	
Non-réalisation de la totalité ou d'une partie des heures réservées aux périodes de stage/immersion	60€ TTC par heures non réalisées

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse. Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article [10.1.8 Suivi de l'action d'insertion]. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

10.1.10 : RGPD :

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché. Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

Ariège (09) : sbertrand@ariefge.fr

Aude (11) : dpo@audefr

Aveyron (12): dpo@clauses-sociales-aveyron.fr

Gard (30): dpo@gard.fr

Haute Garonne (31) : f.khiredine@nova-emploi.fr ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Gers (32) : VPEYTHIEU@gers.fr

Hérault (34) : crouzet@herault.fr

Lot (46) : bastien.berruezo@lot.fr

Lozère (48) : h.filliere@lozere.fr

Hautes Pyrénées (65) : nicolas.decoudun@ha-py.fr

Pyrénées Orientales (66) : benjamin@ge-rse.fr

Tarn (81) : lysandre.gaubert@tarn.fr

Tarn-et-Garonne (82) : david.fabre@tarnetgaronne.fr

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

10.2 Clause environnementale

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

1. Reporting RSE

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50-135- 1).

Le titulaire devra donc sur toute la durée du marché mettre à disposition de l'acheteur les documents faisant foi de son engagement RSE (Rapport RSE, Rapport annuel, charte...). Notamment par le suivi de la norme ISO 26 000, ou équivalent, et de ses lignes directrices afin de pouvoir évaluer son engagement en faveur du développement durable.

2. Beges et plan de transition associe du titulaire

Seulement pour les entreprises soumises au BEGES (>500 à salariés).

En application de la circulaire « Engagements pour la transformation écologique de l'Etat » (circulaire de la Première ministre n°6425SG du 21 novembre 2023), il est exigé des titulaires soumis à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de trois (03) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché. Un nouveau BEGES (et plan de transition) sera communiqué à l'acheteur si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan de transition via leur rapport de performance extra-financière ; ils indiqueront le lien à l'acheteur.

3. Performance environnementale en matière de transports

Lorsque la situation le permet, en métropole, le titulaire doit privilégier le transport de colis au moyen de modes de transport alternatifs aux véhicules thermiques. Dès lors que le transport des outils de communication aura lieu par la voie routière et au moyen de véhicules motorisés, le titulaire doit encourager le recours à des véhicules à faibles émissions de gaz à effet de serre.

Le titulaire prend en compte les conditions particulières pour transport routier en outre-mer et notamment le recours aux véhicules électriques ou hybrides.

Le titulaire prend en compte la réglementation en vigueur relative aux plans de protection de l'atmosphère.

Les véhicules mobilisés pour les prestations respectent dans la mesure du possible la norme Euro V et de préférence la norme Euro VI pour les véhicules poids lourds, afin de limiter la pollution atmosphérique du transport routier.

4. La gestion des déchets/réemploi

Le titulaire est invité à communiquer à l'acheteur toute initiative mise en place afin de promouvoir des actions d'économie circulaire au sein de son entreprise.

Pour rappel tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation

finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L541-2 du code de l'environnement).

En cas de conditionnement réalisé par le titulaire, il se doit de respecter l'article 7 de Loi n° 2020-105 (loi AGECE) du 10 février 2020, interdisant à partir du 1er janvier 2022 tout envoi sous film plastique (blisters). D'après le décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025, l'objectif est d'atteindre la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040.

Il devra donc proposer à défaut, s'il souhaite utiliser des matériaux plastique dans le conditionnement, une typologie d'emballage de film biosourcé ou répondant à la Norme NF EN 13432 de Novembre 2000 stipulant notamment une biodégradation à 90% en moins de 6 mois en conditions de compostage industriel.

L'acheteur se réserve le droit de demander le bordereau de suivi des déchets (BSD) au futur titulaire conformément au code de l'environnement, article R.541-45.

ARTICLE 11. Le prix

Les prix des prestations du présent accord-cadre sont ceux qui figurent à l'annexe I à l'acte d'engagement.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxe et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxe, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée aux taux en vigueur.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision définie à l'article 11.4 du présent CCAP.

11.1 Contenu du prix

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- Les prestations objet de l'accord-cadre et ses frais annexes ;
- Les frais relatifs à l'assurance ;
- Les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- La documentation en langue française ;
- Les frais de transport, franco-domicile, c'est-à-dire du lieu de prise en charge au lieu de destination, le prestataire faisant son affaire du choix du transporteur et paiement à celui-ci du coût de transport. Les frais de transport incluent, le cas échéant, les frais de douane ;
- Les prélèvements obligatoires divers ;
- Les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- La concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser la prestations objet des commandes.

Ces prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision.

11.2 Forme du prix

Le prix des prestations du présent accord-cadre est traité à prix unitaires, fixés à l'annexe I de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.3 Date d'établissement du prix initial

Les prix de l'accord-cadre sont fermes jusqu'au 1^{er} janvier 2028, et seront révisables à chaque période de reconduction.

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro » ou « M0 », il correspond au mois de juillet 2025.

11.4 Révision du prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables à la hausse comme à la baisse, selon les conditions indiquées ci-dessous :

$P = P_o \times (ICT / ICT_o)$	
Dans laquelle :	
P	Prix révisé
P_o	Prix initial
ICT	Indice du coût du travail – salaires seuls – ensemble des secteurs (NAF rév.2 sections B à N) – valeur du dernier indice publié et connu à la date de révision Indice INSEE : 010762015
ICT_o	Indice du coût du travail – salaires seuls – ensemble des secteurs (NAF rév.2 sections B à N) – valeur de l'indice au mois de la date de remise des offres Indice INSEE : 010762015

Les indices sont lus sur le site internet du Moniteur ou de l'INSEE. Les indices provisoires sont réputés définitifs. Si l'indice venait à être arrêté par l'INSEE et remplacé par un autre, le nouvel indice sera acté par un certificat administratif.

a) Règles d'arrondi

Coefficient de révision :

Selon les dispositions de l'article 10.2.3 du CCG-FCS, les prix révisés sont arrondis au millième supérieur.

La règle de l'arrondi est la suivante :

- Quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054)
- Quatrième décimale supérieure ou égale à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,055).

Prix révisé :

Les prix révisés sont arrondis au dix-millième supérieur.

La règle de l'arrondi est la suivante :

- Cinquième décimale inférieure à 5 : valeur de la quatrième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,05443 devient 1,0544)
- Cinquième décimale supérieure ou égale à 5 : valeur de la quatrième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,05445 devient 1,0555).

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constaté par avenant.

11.5 Echéance de révision

A l'expiration de la durée ferme du marché, les prix sont révisibles selon les conditions indiquées ci-dessous.

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'appliquent à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre.

Les prix sont révisés une fois l'an pour la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante et dans la limite de la durée du présent accord-cadre.

La demande de révision devra être transmise par le titulaire à l'acheteur au plus tard le 30 octobre de l'année en cours. La révision des prix se fait à la demande expresse du titulaire, à contrario, les prix précédents seront considérés maintenus. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification unilatérale de ces prix.

En cas de baisse de l'indice, la PFRA se réserve la possibilité d'appliquer une révision du prix.

L'indice de révision appliqué sera l'indice publié au juillet 2025, conformément au délai de remise de la demande de révision des prix par le titulaire.

Les documents contenant le détail du nouveau calcul de la révision et les nouveaux tarifs (BPU) seront envoyés par le titulaire à l'acheteur, pour validation, à l'adresse mail suivante : pfra@occitanie.gouv.fr

La PFRA transmettra au titulaire une décision de révision pour la période concernée.

11.6 La clause butoir

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 3% par période de révision, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à 6% sur la durée totale de l'accord-cadre.

11.7 La clause de sauvegarde

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 7% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 12 Rabais et offres promotionnelles

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée. Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix et ce tout au long de la durée du présent accord-cadre.

L'annexe financière à l'acte d'engagement est mise à jour, le cas échéant, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

L'administration se réserve le droit de vérifier, par tous moyens à sa disposition, l'application conforme des dispositions contractuelles du présent article.

Article 13 Primes

Pour la prestation correspond à la mise sous plis et pour chacun des bons de commande définitifs, une prime est versée TTC, avec le solde de la prestation correspondante, dans le cas d'une réalisation anticipée des prestations.

Cette prime s'évalue sur le respect des délais du travail réalisé, délais fixés dans le calendrier remis lors de la réunion de lancement des opérations, pour toutes les circonscriptions électorales dont le prestataire a la charge.

Le prestataire ne saurait se prévaloir d'une prime pour la mise sous pli d'une circonscription électorale réalisée en avance par rapport au calendrier contractuel dans les cas suivants :

- si les mises sous plis d'autres circonscriptions électorales sont en retard ;
- si la prestation concernée ne répond pas aux stipulations du marché ou n'est pas conforme à la qualité attendue.

Concernant les bons de commande de la prestation de la mise sous pli, relatifs au :

- 1er tour des élections, le montant de la prime est fixée à 1% du montant HT du bon de commande définitif, par tranche de 12 heures d'avance sur la fin du délai imparti, relatif au calendrier contractuel signé à l'issue de la réunion de lancement de projet.
- 2ème tour des élections, le montant de la prime est de 1% du montant HT du bon de commande relatif à la prestation correspondante par tranche de 6 heures d'avance.

La prime est plafonnée à 4% du montant total du bon de commande concerné.

Cette prime sera versée, sur justificatif fourni par le titulaire, telle la copie des certificats d'enlèvement des plis ou des colis par le ou les titulaires du marché d'acheminement postal ou de colis, ou une copie écran horodatée de l'outil de suivi de production du titulaire si ce dernier en dispose. Le certificat indiquera la date et l'heure d'enlèvement des prestations.

Cette prime constitue un supplément de prix, soumis à TVA dans les mêmes conditions que le principal.

ARTICLE 14. Rythme et modalités de paiement

14.1 Avances

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-10 et R. 2191-15 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. L'avance est versée en une seule fois pour chaque bon de commande.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois, à cinq (5) % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à douze (12) mois, à cinq (5) % de douze (12) fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique

14.2 Acomptes

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Les acomptes sont versés par l'administration après constatation du service fait pour la partie de la prestation exécutée. Ils n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

14.3 Modalités de paiement

Les prestations sont réglées, conformément aux bons de commande émis et après constatation du service fait pour la partie des prestations exécutées, par application des prix figurant à l'annexe I à l'acte d'engagement.

Pour le règlement de la prestation du présent accord-cadre, le titulaire établit une facture au prononcé de sa réception par l'administration dans les conditions définies ci-après.

La facturation ne peut intervenir séparément pour chaque tour de scrutin que dans des cas exceptionnels (report des élections, force majeure).

L'administration accepte ou rejette la facture émise par le titulaire. Elle la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par l'administration. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

14.4 Contenu de la facture

La facture est adressée aux responsables des services de l'Etat dont les adresses figurent sur le bon de commande.

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les factures devront comprendre: le rappel intégral du libellé, de la quantité et du contenu de la prestation concernée, conformément aux désignations utilisées dans l'annexe I à l'acte d'engagement.

Identification du titulaire : raison sociales, adresse, siège social et SIRET/SIREN, code APE
la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
la raison sociale et l'adresse respectives de l'administration et du titulaire ;
La date d'exécution de la prestation
le numéro d'« engagement juridique » (numéro CHORUS sur 10 chiffres) ;
La date d'émission de la facture et numéro de facture
Les références du bon de commande (numéro d'engagement juridique (EJ), date d'émission, montant)
Le code du service bénéficiaire (ou le code d'identification du service en charge du paiement mentionné au bon de commande)
Le code du service exécutant (mentionné au bon de commande)
Le numéro et date de l'accord-cadre
Le numéro de référence et date du bon de commande
La désignation des prestations
La période de référence de la prestation
Le périmètre géographique de la prestation
La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés
Les modalités de règlement
la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir
Le montant total hors taxes (HT) et TTC de la prestation, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
Le taux de TVA
Le montant de l'avance forfaitaire ou déduction ou versement complémentaire
Le RIB (IBAN BIC)

Et toute autre information utile au paiement.

La facture est obligatoirement accompagné d'une copie du bon de commande.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui retournée, le délai global de paiement étant interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification de l'accord-cadre est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci doit être transmis sans délai à l'acheteur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

14.5 Mode de transmission des factures par le Titulaire

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- Des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- De l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission électronique des factures.

a) Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

Par transfert de fichier (en mode EDI-Echange de Données Informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par des flux issus des système d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

En utilisant des web services (en mode API- Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisir de factures, le suivi du traitement de factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail CHORUS Pro accessible par internet

Adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le portail Chorus Pro permet de :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/saisir-un-ticket-et-suivre-son-traitement/#1524064942019-c54f6a57-7923> rubrique « nous contacter ».

c) Autres modes de transmission

Le cas échéant, les factures pourront être établies en un seul original et envoyées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Il est précisé que l'envoi d'une facture par courrier ne doit pas être « doublé » par une transmission électronique.

14.6 Délai de paiement

a) Règles applicables

Les modalités de paiement des sommes dues en application du présent accord-cadre sont celles définies aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

En application des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou de la date d'exécution de la prestation si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-14 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution de la prestation sont constatées par les services de l'administration. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi.

La date d'exécution de la prestation, telle que visée ci-avant, correspond à la date à laquelle l'administration certifie que cette prestation a été exécutée conformément aux stipulations formulées dans les documents particuliers du présent accord-cadre.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique. Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire, ainsi que leurs conditions de versement sont conformes aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Il est précisé que les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

b) Information – réclamation

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cette lettre précise au moins :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence de la prestation ;
- le montant total TTC de la prestation ;
- le montant total TTC de la facture en cause.

14.7 Cession ou nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 15. Pilotage et suivi

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre l'Acheteur, la préfecture et le Titulaire.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi de la prestation au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution de la prestation tel que prévu à l'accord-cadre.

Les modalités de pilotage et de suivi d'exécution sont définies dans la Partie V- article 2 du CCTP.

ARTICLE 16. Engagement et Obligations des parties

16.1 Engagements et obligation du titulaire

a) Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer la prestation conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'administration informée périodiquement sur le déroulement de la prestation et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation de la prestation concernée ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de la prestation et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement de la prestation ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires du présent accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

b) Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs à la PFRA, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

16.2 Engagement de l'administration

Afin de contribuer à l'exécution conforme de la prestation par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution de la prestation ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard.

16.3 Obligation de conseil

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil.

Le titulaire exerce cette obligation s'il se rend compte de difficultés particulières au titre de ses prestations. Il prévient l'acheteur en listant les risques et propose des actions pour les réduire et y remédier.

16.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la PFRA (pour les informations données dans l'accord-cadre) et de la préfecture (pour les informations données dans les bons de commande), divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le service bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

16.5 Mesure de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

16.6 Responsabilité du Titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

ARTICLE 17. Modalités de conservation et de diffusion de l'acte d'engagement, du CCAP, du CCTP et du traitement des données à caractère personnel

L'acheteur conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de l'exécution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du code de la commande publique.

L'acheteur conserve, en outre, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-12 du code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP à la date de notification de l'accord-cadre.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées

ARTICLE 18. Pénalités

Pour rappel, le titulaire est soumis à un impératif de résultat, à savoir de remettre au prestataire en charge de l'acheminement l'intégralité des plis de propagande et des paquets de bulletins de vote au plus tard à la date convenue au cours de la réunion de lancement des opérations comme précisé Partie V article 2 du CCTP.

L'exécution de cette prestation, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ni d'aucun dysfonctionnement. Il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les objectifs de résultat.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

18.1 Généralités

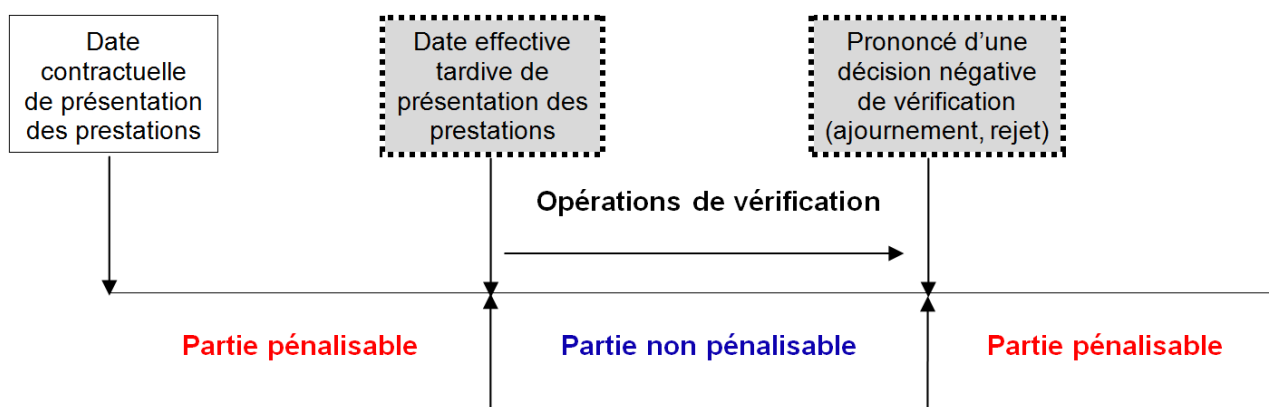
Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées au présent article.

Constituent des retards :

- Le non-respect de la date de présentation de la prestation exécutée par le titulaire à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- Les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'administration à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article 9 du présent CCAP.

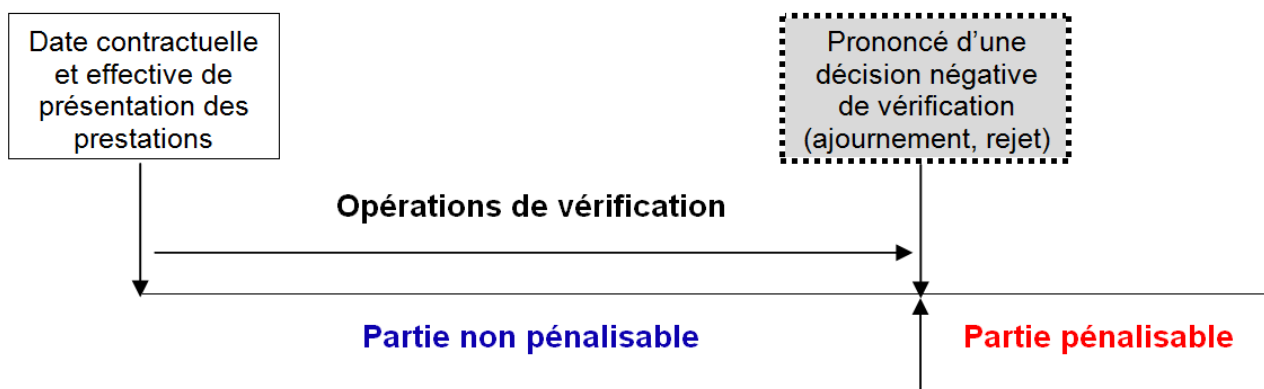
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation de la prestation et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :

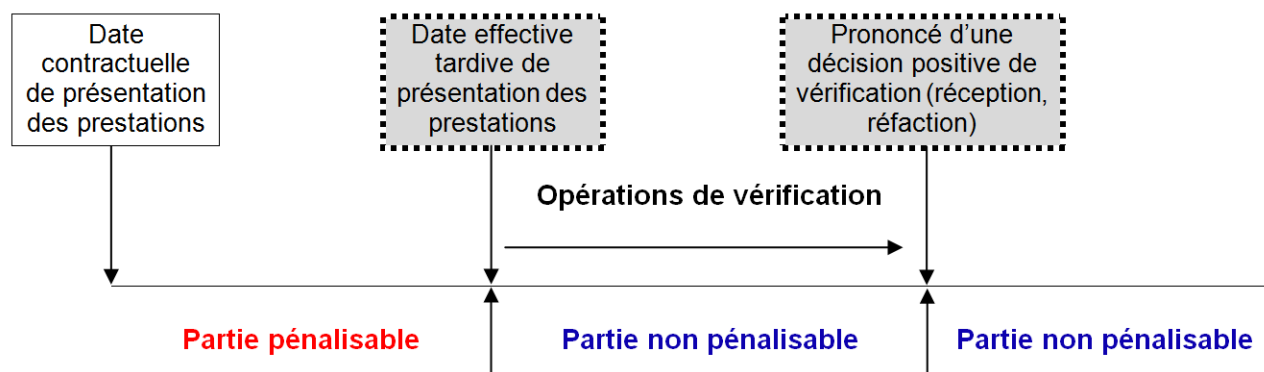


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérifications :



Les différents cas de pénalités définis au présent article sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable de la prestation.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

18.2 Pénalités pour retard d'exécution

a) Pénalités de retard

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Ces pénalités s'additionnent en fonction des manquements définis ci-après. Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai de cinq (5) jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé les avoir acceptées.

Calcul des pénalités de retard :

Heures de retard	Montant de la pénalité exprimée en % du montant total des plis non remis dans les délais
≥ 1h < 6h	15 %
≥ 6h < 12h	30 %
≥ 12h < 15h	60 %
≥ 15h	90 %

Selon les articles Partie II-2. et Partie III.11 du CCTP, les plis et les colis livrés par le prestataire au-delà des 18h après l'heure limite ne seront pas pris en charge par les prestataires en charge de l'acheminement des plis et des colis. Ils n'ont plus d'utilité au regard de la date du scrutin.

Par dérogation à l'article 14.2.1 CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.2.2 CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard appliqués au titulaire peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

b) Pénalités liées à des obligations administratives

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, le retard à demander l'agrément d'un sous-traitant, ou à produire le contrat, ou projet de contrat, correspondant entraîne une pénalité de :

- 100 euros par jour à l'issue du délai de 15 jours suivant la signature du contrat avec le sous-traitant ;
- 1000 euros par jour de retard à compter du commencement d'exécution.

Ces pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable de produire les documents. Elles sont retenues sans préjudice des dispositions de l'article 41.1 a) du CCAG-FCS.

c) Pénalités pour non-respect des obligations du règlement européen sur la protection des données

En cas de non-respect des obligations relatives au règlement européen sur la protection des données, mentionnées à l'annexe II du présent CCAP, la pénalité applicable est de 1 000€ par violation de donnée personnelle constatée.

18.3 Réfaction pour non-conformité de l'adressage et des plis au moment du contrôle de la préfecture

Conformément aux articles II.1, II.8 et II.10 du CCTP, les enveloppes doivent être remises à la préfecture adressées et ordonnancées, ainsi que les contenants.

Conformément à l'article 9 du présent CCAP, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Lors de l'échantillonnage effectué par la préfecture, la préfecture examine les résultats attendus et détermine ainsi ce qu'elle entend par non-conformité des plis réalisés lors de la prestation. Sont réputés non conformes les plis dans lesquels :

- au moins l'un des documents est manquant, bien que fourni en quantité suffisante par le candidat ;
- au moins l'un des documents est endommagé, froissé ou déchiré ;
- figurent des documents :
 - autres que ceux approuvés par la commission de propagande,
 - ou en double.

La proportion de plis non conformes est réputée égale au pourcentage de plis non conformes constatés sur l'échantillon.

La réfaction est calculée comme suit :

Taux de non-conformité	Montant de la réfaction en %
≥ 2% et < 3%	0%
≥ 3% et < 5%	5%

≥ 5% et < 10%	10%
≥ 10% et < 15%	30%
≥ 15% et < 20%	50%

Au-delà de 20%, les prestations ne peuvent être admises en l'état.
La réfaction est déduite du montant du bon de commande considéré en proportion.

18.4 Pénalités et cessation des relations contractuelles

a) Pénalités et résiliation

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41.1 du CCAG-FCS.
En cas de résiliation de l'accord-cadre tel que défini à l'article 8.3 du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

b) Pénalités et terme de l'accord-cadre

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

18.5 Pénalités et indemnités

L'administration ne peut prétendre au versement de dommages et intérêts pour un préjudice généré par un fait fautif du titulaire sanctionné par les pénalités stipulées dans le présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent accord-cadre et/ou perturbe fortement les activités et missions de l'acheteur, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

18.6 Montants des pénalités

a) Absence de montant plancher

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

b) Montant plafond

Les pénalités précitées sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités sont plafonnées à 50 % du montant HT du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.
Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

ARTICLE 19. Dispositions diverses

19.1 Langue

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française

19.2 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

19.3 Assurance et responsabilité

a) Assurance

En vertu de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

b) Responsabilité contractuelle

Après mise en demeure restée infructueuse de la préfecture, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution de la prestation attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale au montant global TTC du bon de commande pour les prestations engageant cette responsabilité.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

c) Responsabilité de l'administration

Les dégâts et dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire de l'accord-cadre par l'administration, du fait de l'exécution de la prestation, sont à la charge de celle-ci.

ARTICLE 20. Force majeure

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'un cas de force majeure, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements. Dans son plan de continuité d'activité, le titulaire prend en compte dans ses priorités les exigences liées à l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 21. Sanction pécuniaire pour non-respect de la politique de sécurité des système d'informations du ministère de l'intérieur

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe I au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- ☐ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel :
pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 0,5% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- ☐ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel :
pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées en annexe I au présent CCAP, adressée par tout moyen vérifiable de correspondance.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation exécutée à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

ARTICLE 22. Dispositif de vigilance

Afin de simplifier et sécuriser la transmission des documents, les documents mentionnés aux article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique et aux articles D-8222-5 et suivants du code du travail sont à déposer sur la plateforme : <http://www.e-attestations.com>.

Le service de dépôt des documents est gratuit.

Ces documents seront à déposer dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du courrier d'attribution, et tous les six (6) mois pour les documents le nécessitant. Il s'agit des documents suivants :

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché
- Les certificats annuels attestant du paiement des cotisations fiscales et sociales

- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle

Cette demande vaut aussi pour les sous-traitants.

Si le titulaire est déjà inscrit, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF,), pourraient déjà être déposées sur le compte.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ces contrats d'assurance.

L'accord-cadre, peut être résilié de plein droit à défaut de réception desdits documents dans les délais fixés.

ARTICLE 23. Résiliation

23.1 Cas de résiliation

Le présent accord-cadre, peut être résilié :

- du fait de la personne publique, en application de l'article 38 du CCAG-FCS, par décision unilatérale de l'administration notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- dans les cas visés à l'article 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le ministère de l'intérieur et des outre-mer est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

23.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

23.3 Montant provisionnel

Conformément à l'article R. 2191-30 du code de la commande publique, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnel, comme suit :

- si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'acheteur lui verse 80 % de ce montant ;
- si le solde est créditeur au profit de l'acheteur, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord de l'acheteur.

Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R. 2191-44 du code de la commande publique, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

23.4 Exécution aux frais et risques

Suite à une résiliation prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire défaillant. Ainsi dans le cas où la prestation facturée serait supérieure au prix du marché initialement conclu, le titulaire devra rembourser la différence à l'acheteur.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectués à ses frais et risques. Il doit, cependant, fournir toutes les informations recueillis et moyen mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaire à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur.

S'il en résultait une différence de prix au détriment de l'acheteur, cette différence serait mise de plein droit à la charge du titulaire défaillant et imputé d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire la diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 24. Indemnisation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, conclu sans montant minimum, ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

ARTICLE 25. Différends et litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution de celui-ci. Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, l'acheteur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées au chapitre VII du titre IX du livre 1er de la deuxième partie de la partie législative et de la partie réglementaire du code de la commande publique.

En cas d'échec des négociations directe et avant toute saisine des juridictions compétentes l'acheteur et le titulaire peuvent recourir soit au médiateur des entreprises, selon les dispositions des articles L.2197-4, R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique, soit au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends conformément aux dispositions des articles L.2197-3 et R.2197-1 à D.2197-22 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs au marchés publics a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Il peut être saisi à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

Adresse	Contact
Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV 31068 Toulouse	Tel : 05 62 75 57 57 Site : http://toulouse.tribunal-administratif.fr/

ARTICLE 26. Dérogation au CCAG

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le présent article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS:

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
8.1	3.7.2
9.1	27.3
9.2	30.4.2 28.2 30.1
9.3	27 à 30
10.1.3	16.1.1.1 et 16.1.1.2
11.4	10.2.3
18.2	3.6.3 14.2.1 14.2.2
18.6	14.1.3 14.1.2
23	42

ANNEXES

ANNEXE 1: Protection des données à caractère personnel _ RGPD

ANNEXE 2 : Tableau des contacts

ANNEXE 3 : Clause de promotion de l'emploi